ELECTIONS LEGISLATIVES du 18 Novembre 1962

2e Circonscription de la Creuse — AUBUSSON

Parti Communiste Français

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime gaulliste.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU GAULLISME

— Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés, aggravé pour notre département par le maintien d'un abattement de 6 %.

— Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie.

— Difficultés accrues pour les paysans travailleurs (suppression de l'indexation des prix agricoles, hausse des prix des produits industriels, application accélérée du Marché Commun) et réforme des structures foncières par le moyen des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement rural qui doivent faire disparaître des centaines de milliers d'exploitations familiales, dont plus de 17.000 dans notre département.

— Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles (super-marchés et monoprix).

— Aucun avenir pour la jeunesse, en particulier dans les départements déshérités comme le nôtre.

— Réduction massive des subventions de l'Etat et report de charges sur les communes et le département.

— Crédits dérisoires pour l'école laïque, alors que des milliards sont généreusement accordés à l'école confessionnelle. Insuffisance particulière en Creuse des établissements d'enseignement technique.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S. ; la laïcité est foulée aux pieds.

EN POLITIQUE EXTERIEURE :

Le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche ; l'hostilité au désarmement ; plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSE

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

— parce que ses gouvernants tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;

— parce que des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;

— parce que les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNES RESOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti ; c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français prévoit :

Dans le domaine politique :

— l'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

Dans le domaine économique et social :

— Nationalisation des monopoles capitalistes ; participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises.

— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites ; suppression des abattements de zone.

— Satisfaction aux légitimes revendications des anciens combattants et victimes de guerre.

—Construction suffisante d'H.L.M. à loyers abordables ; aide efficace à l'amélioration de l'habitat rural.

— **Aide prioritaire aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole.**

— Réforme démocratique de l'enseignement dotée de crédits suffisants pour permettre d'accueillir largement les enfants du peuple, de construire et d'ouvrir, avec des maîtres qualifiés, les classes et établissements qui manquent ; en particulier, en Creuse, la construction rapide de collèges d'enseignement et d'un lycée techniques; des locaux suffisants pour les C.E.G. avec création d'internats ainsi que leur prise en charge par l'Etat, de même que celle de tous les établissements du second degré.

En politique extérieure :

— politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général.

— Opposition aux entreprises du militarisme allemand.

— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

LE POUVOIR PERSONNEL A SUBI UN ECHEC SERIEUX

Par rapport à 1958, de Gaulle perd 5 millions de suffrages, soit près de 20 %. Il en perd 21.000 en Creuse.

Dans toutes les municipalités communistes, en Creuse comme dans l'ensemble du pays, le NON l'emporte à une écrasante majorité.

D'autres formations politiques ont été moins bien suivies par leurs électeurs habituels. Ainsi se trouve confirmée la nocivité d'une politique qui a apporté de l'eau au moulin du pouvoir personnel.

Un véritable changement politique ne saurait être obtenu par une alliance sans principe de partis se réclamant de la démocratie avec des réactionnaires fieffés.

C'est avec les communistes, qui représentent la force indispensable à une union réelle des démocrates, que l'on peut aller de l'avant vers la démocratie que veut le peuple.

Les élections législatives doivent permettre de porter un nouveau coup au pouvoir personnel

Notre position est claire : BATTRE LES CANDIDATS DU POUVOIR ET DE LA REACTION.

— **Battre le candidat du pouvoir gaulliste, LAVERGNE, « visiteur médical » à Nancy, parachuté en Creuse par l'U.N.R.,** qui voudrait poursuivre et aggraver la politique de misère et de guerre qui se propose, entre autre, d'éliminer 800.000 petites exploitations agricoles, qui veut bâillonner le peuple un peu plus chaque jour.

— **Battre le candidat de la réaction, DEGUILLAUME,** candidat caméléon, hier M.R.P., aujourd'hui comme en 1958 patronné par De Pierrebourg, réactionnaire qui cherche à se camoufler sous l'étiquette radicale mais qui garde comme le Baron toute la confiance de la réaction cléricale; fervent soutien du gaullisme, il s'est bien gardé de prendre publiquement position pendant la campagne du référendum.

En finir avec le pouvoir personnel, battre la réaction, cela exige l'union sans exclusive des forces démocratiques, républicaines et laïques.

Les électeurs sont en droit d'exiger en premier lieu des candidats qui se réclament de la démocratie, qu'ils aient une attitude sans équivoque par rapport au pouvoir autoritaire ; tout apolitisme de façade ne peut que créer la confusion et servir le pouvoir gaulliste.

Les électeurs ont conscience également qu'aucun parti, et qu'à plus forte raison aucun homme, ne peut à lui seul apporter les changements souhaités par le peuple ; c'est pourquoi ils approuvent le Parti Communiste d'avoir soumis son programme de rénovation de la République comme base de discussion à tous les autres partis politiques. Ce programme présente de nombreux points communs, notamment avec le programme socialiste ; un accord est donc possible.

En Creuse comme dans l'ensemble du pays, **les communistes ne cessent de développer leurs efforts afin d'aboutir, en premier lieu, à l'action commune avec les travailleurs socialistes.**

Récemment, **les communistes creusois ont fait de nouveaux gestes d'unité en assurant la victoire de la liste socialiste aux élections municipales partielles d'Aubusson et celle du socialiste Pauly aux élections sénatoriales.**

Mais les démocrates, les laïcs regretteront avec nous que la direction fédérale S.F.I.O. — et en particulier Chandernagor — ne se soit pas encore prononcée clairement en faveur de l'unité d'action avec les communistes.

Les républicains estimeront avec nous qu'il faut en finir avec l'attitude qui consiste — pour les dirigeants S.F.I.O. — à ne discuter avec les communistes qu'au moment de sauver un siège de sénateur ou une liste municipale.

Or, la défense des intérêts paysans, comme celle de tous les travailleurs, exige de faire fléchir le pouvoir gaulliste ; pour y parvenir et pour être fidèle au NON préconisé au dernier référendum, il faut se prononcer ouvertement pour l'unité d'action avec les communistes.

Quelle est la position de Chandernagor à ce sujet ? Les électeurs sont en droit d'exiger de sa part une nette prise de position.

Les électeurs socialistes en particulier ne peuvent admettre que se renouvellent les compromissions du passé avec la réaction cléricale : les combinaisons Chandernagor - De Pierrebourg sont condamnées avec autant de force que l'alliance sans principe de Guy Mollet à Pinay et Paul Raynaud.

D'autre part, les manœuvres et candidatures de diversion, dont la préoccupation principale est de grignoter des voix au Parti Communiste, ne peuvent être considérées comme une contribution à la lutte contre le pouvoir gaulliste.

Ces tentatives d'affaiblir notre Parti — force principale d'opposition au pouvoir personnel — ne peuvent qu'être condamnés par **les électrices et électeurs républicains qui feront confiance au candidat du Parti Communiste Français.**

— au candidat du Parti qui a dit NON au pouvoir personnel dès 1958.

— au candidat du Parti qui ne cesse de renouveler ses efforts afin de réaliser l'union de toutes les forces démocratiques, seul moyen de parvenir à l'instauration d'une démocratie véritable.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous aiderez au rassemblement de toutes les forces populaires en votant, dès le premier tour, pour



Raymond LABROUSSE

INSTITUTEUR, CONSEILLER MUNICIPAL DE SAINT-VAURY

ANCIEN RESISTANT, FILS DE FUSILLE

Militant et secrétaire depuis 1946 de la section de La Souterraine du Parti Communiste ; porté aux responsabilités de secrétaire fédéral depuis 1951, Raymond LABROUSSE n'a cessé d'apporter — depuis plus de dix ans — sa contribution, avec notre Fédération, aux luttes des différentes couches de la population laborieuse creusoise, dont il connaît bien les besoins et les aspirations.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

HENRI PLUYAUD

ARTISAN, ANCIEN COMBATTANT, ANCIEN RESISTANT
MAIRE-ADJOINT, CONSEILLER GENERAL DE LA SOUTERRAINE
DEPUIS LA LIBERATION

Impr. RIVET et Cie — Limoges

VU : LES CANDIDATS.